



2013

BUDGET ET PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

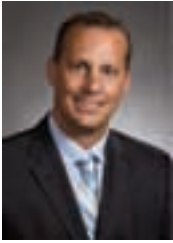


TABLE DES MATIÈRES

Messages et faits saillants	
Mot du maire	.5
Mot du directeur général	.7
Faits saillants	.9
Pour chaque dollar de taxes	.11
Profils administratif et économique	
Conseil municipal	.15
Administration	.17
Missions des services municipaux et bureaux	.18
Situation économique	.21
Statistiques	
Revenus de fonctionnement	.30
Charges de fonctionnement	.31
Taux de taxation et de tarification	.32
Évolution des revenus de fonctionnement	.33
Évaluation foncière	.33
Effectifs	.34
Population	.34
Endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens	.35
Investissement - Sources de financement	.36
Investissement - Immobilisations	.37
Budget et programme d'investissement	
Orientation budgétaire	.41
Activités de fonctionnement à des fins fiscales	.47
Activités d'investissement à des fins fiscales	.49
Revenus de fonctionnement	.51
Charges de fonctionnement	.56
Éléments de conciliation à des fins fiscales	.58
Charges de fonctionnement par unité administrative	.59
Charges de fonctionnement par objet	.60
Revenus des activités d'investissement	.62
Immobilisations - activités d'investissement	.63
Renseignements supplémentaires	
Périmètre comptable	.67
Activités de fonctionnement consolidées à des fins fiscales	.68
Activités d'investissement consolidées à des fins fiscales	.69

Déposé au Conseil municipal le 10 décembre 2012

MESSAGES ET FAITS SAILLANTS



Chères citoyennes, chers citoyens,

Le budget 2013 qui vous est présenté est le premier de l'administration que je dirige. Cette année sera marquée par de profondes mutations dans notre approche de la gestion municipale. Diverses mesures, qui nous ont été récemment proposées par le directeur général, seront implantées afin d'améliorer les contrôles et, par le fait même, de s'assurer que les citoyens reçoivent de façon efficace et rentable tous les services auxquels ils sont en droit de s'attendre. Dans ce budget, des ressources sont d'ailleurs prévues à cette fin.

Ces modifications visent aussi à faire en sorte que les employés municipaux soient plus près des citoyens et continuent à faire de Laval une Ville qui se démarque autant par la qualité des services qu'elle offre que par sa stabilité financière exceptionnelle.

D'ailleurs, l'excellente santé financière de notre Ville, qui est le fruit des orientations prises depuis plusieurs années, nous permet de mettre de l'avant des projets novateurs qui contribueront à faire de Laval un véritable pôle métropolitain d'attractions.

Ainsi, la construction du Complexe culturel et sportif, dont la contribution financière du Gouvernement du Québec nous a été confirmée récemment, devrait débiter bientôt avec, comme objectif, l'ouverture de ses portes à la fin de 2015. Nous poursuivrons également nos démarches pour doter nos organismes sportifs d'un Complexe aquatique d'envergure et nous participerons activement aux échanges avec les autorités gouvernementales sur le prolongement du métro et plusieurs autres projets structurants afin qu'ils reçoivent toute l'attention qu'ils méritent.

Finalement, malgré la demande accrue de services par la population qui est en croissance continue, le fondement de ce budget reflète la conscience animant notre administration qui cherche toujours à respecter la capacité de payer des contribuables. C'est d'ailleurs ce qui a incité le Conseil municipal à élaborer un budget qui comporte un gel du compte de taxes foncières moyen du secteur résidentiel en 2013.

Je vous invite donc à prendre connaissance des données de ce budget qui, je vous le rappelle, ont comme principal objectif de toujours mieux servir les Lavalloises et les Lavallois.

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'Alexandre Duplessis'. The signature is fluid and cursive.

Alexandre Duplessis
Maire de Laval

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Mesdames, Messieurs,

Le budget 2013 de la Ville de Laval témoigne de notre engagement à offrir aux Lavallois des services de qualité, encadrés par des pratiques de gestion rigoureuses, qui correspondent aux plus hauts standards de performance.

Bien que nous ayons le privilège de compter sur une fonction publique des plus compétentes, soucieuse de toujours mieux servir les citoyens, les défis de la croissance nous obligent à questionner constamment nos méthodes de travail afin de nous assurer que celles-ci permettent d'atteindre les niveaux d'excellence et d'efficacité auxquels la population est en droit de s'attendre.

C'est pourquoi, en 2013, nous procéderons à une vaste révision de nos processus de travail, afin de nous assurer que notre organisation est bien outillée et prête à relever les nombreux défis qui l'attendent au cours des prochaines années. Évidemment, cette démarche implique la participation active de tous les employés et je demeure convaincu que je peux compter sur eux pour en assurer le succès.

L'année 2013 sera également marquée par la réalisation d'étapes importantes menant à la construction du Complexe culturel et sportif de Laval qui, rappelons-le, représentera un pôle majeur de développement de la culture, du sport et du tourisme. Aussi, seront lancés les travaux visant la réalisation du Complexe aquatique, attendu depuis longtemps de la population lavalloise.

Nous sommes convaincus que le budget 2013 permettra de contribuer positivement aux aspirations des Lavallois, tout en nous permettant d'envisager la prochaine année avec optimisme.

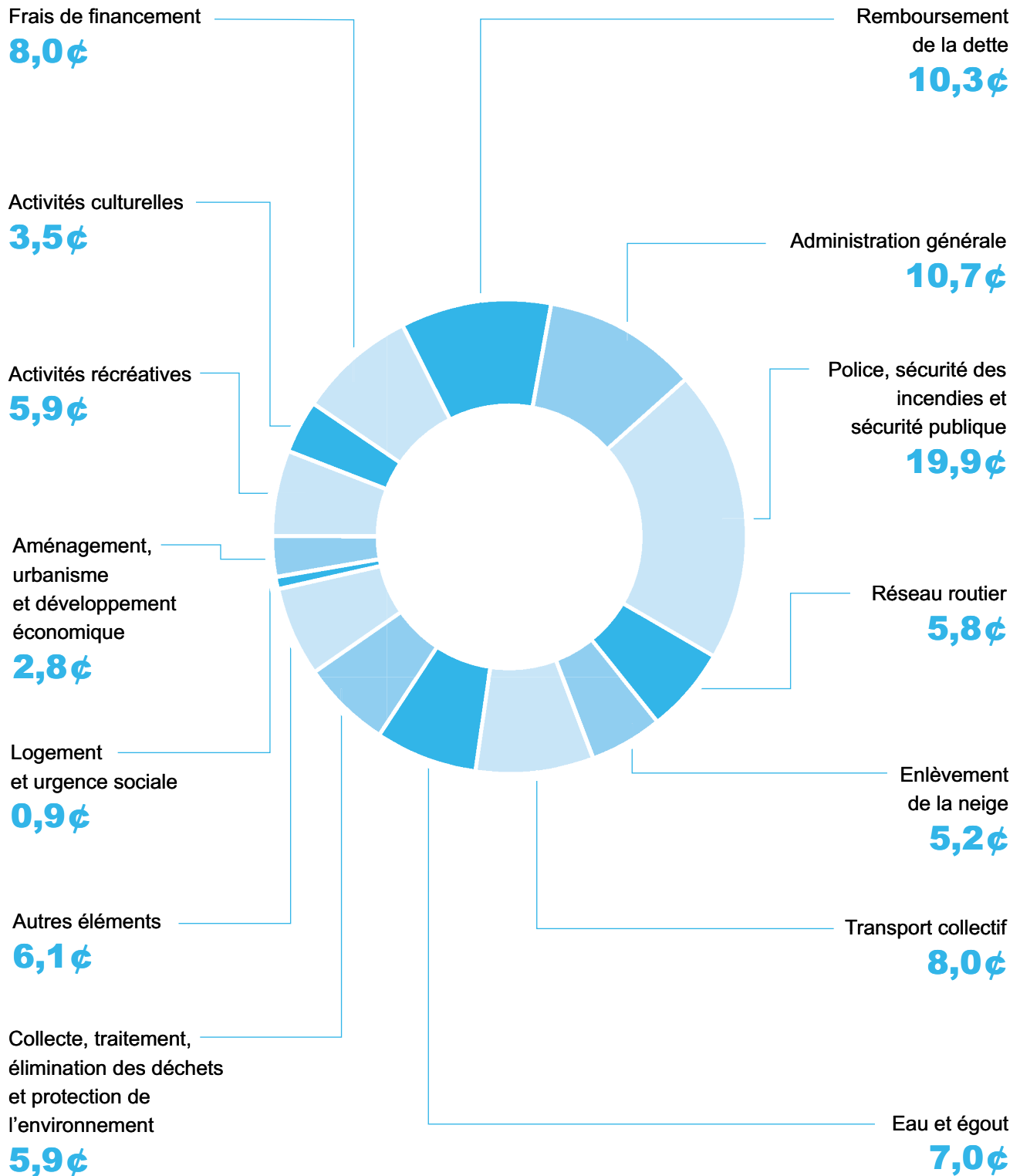
A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gaétan Turbide'. The signature is fluid and stylized, with a prominent flourish at the end.

Gaétan Turbide
Directeur général

FAITS SAILLANTS

- Budget de 748,9 M\$
- Variation du compte de taxes foncières moyen inférieur à l'inflation prévue
 - Maison unifamiliale type: 0,00 %
 - Secteur résidentiel: (0,18) %
 - Secteur non - résidentiel: 0,31 %
- Gel de la taxe des services de l'eau et du tarif du transport régional
- Nouvelle baisse de la dette per capita
- Ajouts et améliorations de services
 - Augmentation des sommes consacrées à la réfection des rues, des trottoirs et des bordures
 - Augmentation de l'offre de service des bibliothèques et des piscines extérieures
 - Rapatriement à l'interne d'une partie du travail de génie civil
 - Nouvelles ressources en foresterie urbaine
- Investissements prévus en 2013: 318,3 M\$, incluant un montant de 2,3 M\$ pour des contributions à des organismes
 - La mise en place d'infrastructures qui contribueront au développement des secteurs résidentiels, commerciaux et industriels : 62,6 M\$
 - La réfection des infrastructures existantes : 176,0 M\$
 - L'amélioration et le prolongement du réseau routier : 21,4 M\$
 - L'aménagement de parcs, d'espaces communautaires et l'acquisition d'espaces verts : 8,0 M\$
 - La construction de la caserne de pompiers numéro deux
 - La construction d'un centre de services animaliers
- Immobilisations payées comptant: 87,0 M\$, incluant un montant de 1,6 M\$ pour des contributions à des organismes
- Maintien des programmes
 - Remboursement de la taxe du service de l'eau pour les 65 ans et plus
 - Accession à la propriété
 - Aide à la rénovation résidentielle
 - Subvention pour la plantation et l'émondage des arbres
 - Subventions reliées à des saines pratiques environnementales (toilettes écologiques, composteurs domestiques, barils récupérateurs d'eau de pluie, couches réutilisables)

POUR CHAQUE DOLLAR DE TAXES



PROFILS ADMINISTRATIF ET ÉCONOMIQUE

CONSEIL MUNICIPAL

Alexandre Duplessis

Maire et président du Comité exécutif

DISTRICTS ÉLECTORAUX

CONSEILLERS

1. Saint-François	Jacques St-Jean	
2. Saint-Vincent-de-Paul	Sylvie Clermont	Membre du Comité exécutif
3. Val-des-Arbres	Madeleine Sollazzo	
4. Duvernay / Pont-Viau	Michèle des Trois Maisons	
5. Marigot	Francine Légaré	Présidente du Conseil municipal
6. Concorde / Bois-de-Boulogne	Claire Le Bel	
7. Renaud	Benoit Fradet	Membre du Comité exécutif
8. Vimont	Norman Girard	
9. Saint-Bruno	Yvon Martineau	
10. Auteuil	Lucie Hill Larocque	
11. Laval-des-Rapides	Ginette Grisé	
12. Souvenir / Labelle	Jocelyne Guertin	Membre du Comité exécutif
13. L'Abord-à-Plouffe	Ginette Legault-Bernier	
14. Chomedey	Basile Angelopoulos	Vice-président du Comité exécutif
15. Saint-Martin	Vacant	
16. Sainte-Dorothée	Pierre Cléroux	
17. Laval-les-Îles	Jean-Jacques Beldié	
18. L'Orée-des-Bois	France Dubreuil	
19. Marc-Aurèle-Fortin	Yvon Bromley	
20. Fabreville	Martine Beaugrand	
21. Sainte-Rose	Denis Robillard	

ADMINISTRATION

DIRECTION GÉNÉRALE

Directeur général	Gaétan Turbide
Directeur général adjoint - services aux citoyens	Jean Roberge
Directeur général adjoint - processus financiers et dossiers majeurs	Gaétan Vandal
Directeur général adjoint - gestion stratégique et programmes	Martine Lachambre

SERVICES

DIRECTEURS

Achats et gestion contractuelle	André Lévesque
Contentieux	André Guérin
Environnement	Gilles Benoit
Évaluation	Louis Roy
Finances	Suzanne Deshaies
Greffe	Guy Collard
Ingénierie	Luc Goulet
Police	Jean-Pierre Gariépy
Ressources humaines	Marc-André Vigeant
Sécurité incendie	Robert Séguin
Systèmes et technologies	Lise Poirier
Travaux publics	Sylvain Allard
Urbanisme	Sylvain Dubois
Vie communautaire, culture et communications	Marc Deblois

BUREAUX

Grands projets	Jean-Stéphane Bédard
Juges	Yves Fournier
Ombudsman	Josée Cailloux, présidente
Régime des rentes	Denis Bertrand
Vérificateur général	Michèle Galipeau

MISSIONS DES SERVICES MUNICIPAUX ET BUREAUX

Les services municipaux

Achats et gestion contractuelle

Assume la responsabilité de la gestion des contrats d'achat, d'entreprises, de services et de location de même que la gestion des magasins, de la récupération et de la fourrière. Assure aux divers services municipaux, la fourniture de biens et services de qualité aux coûts les plus favorables pour le contribuable en conformité avec les lois, règlements municipaux, accords commerciaux en vigueur. Applique la politique de gestion contractuelle et la politique d'approvisionnement.

Contentieux

Apporte le soutien juridique nécessaire à la municipalité en répondant aux demandes diverses de nature légale provenant de la direction générale ou de l'ensemble des services de la Ville. Représente la municipalité, sur demande du Comité exécutif, pour toute procédure devant les différents tribunaux. Assume la responsabilité du greffe de la cour municipale et des procureurs qui agissent pour la Ville devant cette cour.

Environnement

Maintient la salubrité et la qualité de l'environnement, en protégeant et en mettant en valeur les milieux naturels, les cours d'eau et les espaces verts. Assure la qualité de l'eau, du sol et de l'air sur le territoire de Laval. Assure la production et le contrôle de l'eau potable, le captage et le traitement des eaux usées, la gestion des matières résiduelles et l'élimination des nuisances. Introduit et développe des activités qui ont pour but de créer des habitudes et des comportements environnementaux durables.

Évaluation

Responsable de la confection et de la tenue à jour du rôle d'évaluation foncière, de l'acquisition et de la disposition des immeubles. Le rôle d'évaluation reflète la valeur de tous les immeubles inventoriés et situés sur le territoire de la Ville. Cette valeur sert de base à la taxation municipale.

Finances

Planifie et contrôle l'ensemble des activités financières et administratives de la municipalité, telles la préparation des états financiers, la perception des taxes, le paiement des différentes dépenses, l'analyse, le développement et la gestion des systèmes d'information financière ainsi que la coordination, la préparation et le suivi du budget conformément aux normes comptables, aux lois en vigueur et aux décisions du Conseil municipal.

Greffe

Assure le cadre législatif à l'intérieur duquel les décisions du Conseil municipal et du Comité exécutif sont prises et voit à rédiger les procès-verbaux, résolutions, projets de règlements de la Ville de Laval. Collige et conserve les documents qui sont ainsi archivés et est responsable des demandes de documents municipaux formulées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Assure également le suivi des réclamations intentées à la Ville, incluant le portefeuille des assurances de la municipalité.

MISSIONS DES SERVICES MUNICIPAUX ET BUREAUX

Ingénierie

Assure le rôle d'expert-conseil en matière de conception, d'exécution et de surveillance des divers projets de construction, de réfection ou de réhabilitation des infrastructures et des bâtiments municipaux y compris les réseaux d'aqueduc et d'égouts, est responsable de l'éclairage de la voie publique, de la signalisation, de la conception et de la réalisation des nouveaux parcs, haltes et pistes cyclables, coordonne le programme annuel de plantation des arbres et réalise des ouvrages acoustiques en bordure des autoroutes, émet les permis de raccordement.

Police

Responsable de la promotion et du maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique. Responsable de la protection de la personne et de la propriété, de la moralité, de la circulation, des enquêtes, des mesures d'urgence et de l'application de la réglementation en matière policière.

Ressources humaines

Veille à pourvoir les divers services municipaux d'hommes et de femmes responsables et compétents pour oeuvrer auprès des citoyens. Soutient les activités dans divers services de la Ville de façon efficace en permettant aux employés d'évoluer dans un milieu de travail stimulant, dans le respect et l'intégrité. Applique différents programmes dont la paie, la formation, la gestion des avantages sociaux, les interventions en matière de santé et de sécurité et procède de façon constante à l'évaluation de ses effectifs.

Sécurité incendie

Responsable de la prévention et de la lutte contre les incendies, de l'organisation des secours et de la recherche des causes des incendies.

Systèmes et technologies

Accompagne les services municipaux, au plan technologique et organisationnel, dans la réalisation de leurs mandats; oriente et conseille les services sur tout l'aspect informatique; conçoit, développe et implante les applications et logiciels informatiques; entretient et gère l'ensemble des systèmes et technologies de l'information, incluant les systèmes de communication et de télécommunications.

Travaux publics

Entretient les infrastructures de la municipalité: rues, boulevards, signalisation, réseaux d'aqueduc et d'égouts, parcs, arénas et foresterie urbaine, assure aux divers autres services, principalement ceux de la vie communautaire, de la culture et des communications, ainsi que de la protection des citoyens un soutien technique lors d'événements spéciaux. Veille à la gestion du parc automobile et des bâtiments.

MISSIONS DES SERVICES MUNICIPAUX ET BUREAUX

Urbanisme

Assure le développement harmonieux du territoire, applique les règlements d'urbanisme et émet les permis de construction, de rénovation et de lotissement (cadastre), administre les divers programmes de la municipalité, notamment en matière de rénovation urbaine et de protection du patrimoine et est responsable de la toponymie des sites, des immeubles et des équipements municipaux (appellation d'un immeuble, d'une rue, d'un parc, etc.). Veille à la mise en oeuvre du schéma d'aménagement de la MRC et gère l'aménagement en vue d'assurer une utilisation efficace du territoire afin de répondre aux besoins de la collectivité.

Vie communautaire, culture et communications

Soutient de façon concrète la culture, le sport, le plein air, les loisirs et toutes les activités reliées à la vie communautaire; informe et accompagne les citoyens, les institutions, les organismes, ainsi que les sociétés publiques et privées dans leurs démarches reliées aux activités et à la réglementation municipale. Voit à la gestion du Centre de la nature, de la messagerie et au transport.

Les bureaux

Grands projets

Effectue la planification, la coordination, le contrôle et le suivi de la réalisation des grands projets de développement ainsi que le renouvellement ou la réfection des infrastructures majeures. Il participe également à l'amélioration des différents processus de gestion de projets.

Juges

Le juge-président et les juges de la Cour municipale de Laval ont les pouvoirs et les devoirs que la loi détermine.

Ombudsman

Protecteur du citoyen, le bureau reçoit et traite les plaintes des personnes qui s'estiment lésées par l'administration municipale. Il intervient ou enquête chaque fois qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou un groupe de personnes a été lésé ou peut vraisemblablement l'être.

Régime des rentes

Ce bureau a les pouvoirs et les devoirs que le règlement municipal sur le régime des rentes et la loi déterminent.

Vérificateur général

Effectue la vérification des comptes et affaires de la municipalité et de toute personne morale dont la municipalité détient plus de 50 % des actions votantes en circulation ou nomme plus de 50 % des membres du conseil d'administration. La vérification des comptes et affaires comprend la vérification financière, la vérification de conformité ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources.

SITUATION ÉCONOMIQUE

Résultats 2012 et tendances

La conjoncture générale

Les perspectives économiques mondiales demeurent incertaines en cette fin d'année. L'Europe est en récession, la demande mondiale demeure faible et les moteurs de croissance s'affaiblissent aux États-Unis ainsi qu'au Canada. Même si le Québec a connu un début d'année 2012 plutôt décevant, l'année 2013 devrait faire place à une croissance plus ferme selon les prévisions économique de Desjardins.

Le marché du travail

Le marché de l'emploi demeure solide au Québec. Environ 85 000 postes, dont près de 60 000 à temps plein, se sont ajoutés depuis le début de l'année 2012. Malgré la fragilité de l'économie mondiale, l'amélioration de l'emploi devrait se poursuivre en 2013.

Indicateurs du marché du travail - Laval, île de Montréal et ensemble du Québec

Indicateurs	Laval		île de Montréal		ensemble du Québec	
	oct. 2012	var. 1 an	oct. 2012	var. 1 an	oct. 2012	var. 1 an
Emplois	216 700	16 300	947 100	17 100	4 003 100	36 100
Population active	236 900	21 800	1 047 800	16 600	4 339 300	50 700
Taux d'activité	69,6 %	5,3 %	64,1 %	0,6 %	65,2 %	0,1 %
Taux d'emploi	63,7 %	3,8 %	57,9 %	0,7 %	60,2 %	0,0 %
Taux de chômage	8,6 %	1,8 %	9,6 %	-0,2 %	7,8 %	0,3 %

Note(s): Données désaisonnalisées. Moyennes mobiles de trois mois se terminant en octobre 2012

Source(s): Institut de la statistique du Québec

Durant les trois dernières années, le taux de chômage à Laval est demeuré constamment sous celui enregistré dans l'île de Montréal. Si au cours des derniers mois, le taux de chômage dans la région de Laval a été plus élevé que celui de l'ensemble du Québec, cette situation est en voie de se résorber (voir graphique suivant).

Taux de chômage désaisonnalisé (octobre 2009 - octobre 2012)



Note(s): Données désaisonnalisées. Moyennes mobiles de trois mois. Population active de 15 ans et plus
Source(s): Institut de la statistique du Québec

Par ailleurs, le contexte économique exceptionnel masque les gains réels obtenus sur le marché du travail lavallois depuis 10 ans. Ainsi, de 2002 à 2012, 42 300 emplois ont été ajoutés. Cette tendance devrait d'ailleurs se prolonger, puisqu'Emploi-Québec estime les besoins en main-d'œuvre de la région de Laval à 39 500 travailleurs de 2011 à 2015, dont environ la moitié proviendra de la création d'emplois, le reste étant occasionné par des départs à la retraite.¹ En outre, les prévisions d'Emploi-Québec indiquent une croissance de la population active et une baisse du taux de chômage d'ici 2021 dans la région métropolitaine de Montréal.²

¹. EMPLOI-QUÉBEC, *Les chiffres clés de l'emploi au Québec, édition 2012*

². EMPLOI-QUÉBEC, *Le marché du travail au Québec - Perspectives à long terme 2012 - 2021, juin 2012*

SITUATION ÉCONOMIQUE

Les conditions de vie

Un des indicateurs les plus utilisés pour mesurer les conditions de vie des habitants d'un territoire est le revenu personnel par habitant. En 2010, le revenu personnel des Lavallois se compare avantageusement à la moyenne nationale.

Revenu personnel par habitant (2010)

Laval		île de Montréal		ensemble du Québec	
2010	var.moy.3ans	2010	var.moy.3ans	2010	var.moy.3ans
35 062 \$	1,3 %	35 552 \$	0,8 %	34 437 \$	2,3 %

Note(s): Le revenu personnel par habitant est obtenu en divisant la somme de tous les revenus reçus par les particuliers et les entreprises individuelles résidant dans une région donnée par la population totale de cette région

Données révisées le 13 août 2012

Source(s): Institut de la statistique du Québec

La structure économique

Le tableau suivant donne la répartition des emplois par secteur d'activité en 2011 à Laval.

Nombre d'emplois par secteur en 2011 - Laval

Catégories	Emplois en milliers	Variation 3 ans
Secteur de la production de biens	39	3,4 %
Fabrication	29	19,1 %
Construction	8	-49,3 %
Autres biens	2	-31,8 %
Secteur des services	166	-0,3 %
Commerce	42	8,0 %
Soins de santé et assistance sociale	25	2,8 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	17	4,7 %
Finance, assurances, immobilier et location	14	-5,2 %
Information, culture et loisirs	8	-50,6 %
Services d'enseignement	11	-1,8 %
Administrations publiques	9	-17,9 %
Transport et entreposage	10	-2,9 %
Hébergement et restauration	14	30,9 %
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	7	-23,9 %
Autres services	9	-10,3 %
Total	205	0,4 %

Source(s): Institut de la statistique du Québec

Le nombre ainsi que la répartition des emplois démontrent que Laval bénéficie d'une structure économique saine, dynamique et diversifiée. L'économie québécoise est dominée par le secteur tertiaire et Laval fait partie des régions où cette sectorisation des emplois est la plus avancée avec 81,0 % du total des emplois en 2011.

SITUATION ÉCONOMIQUE

Le produit intérieur brut

Le produit intérieur brut (PIB), qui équivaut à l'ensemble des biens et services produits dans le territoire au cours d'une année a atteint plus de 13 milliards en 2011 pour le territoire de Laval. Ce qui constitue plus de 4,1 % du PIB du Québec, part en progression depuis 10 ans.

Produit intérieur brut aux prix de base (2011)

Laval		île de Montréal		ensemble du Québec	
M\$	var.moy.10 ans	M\$	var.moy.10 ans	M\$	var.moy.10 ans
13 019 \$	4,9 %	109 118 \$	3,2 %	314 004 \$	3,8 %

Note(s): Estimation provisoire. Variation moyenne annuelle composée

Source(s): Institut de la statistique du Québec

Laval représente également l'une des régions du Québec avec la plus forte croissance annuelle de son PIB au cours des dix dernières années. En effet, Laval est l'une des rares régions à afficher un taux de croissance moyen du PIB de près de 5 % au cours des 10 dernières années.

Les permis de construction

Les tableaux suivants présentent le nombre ainsi que la valeur des permis de construction, pour la dernière année complète disponible, soit 2011.

Nombre de permis de construction par secteur en 2011 - Laval

Secteurs	Nouveaux permis	Améliorations	Total
Résidentiel	975	1 585	2 560
Commercial	17	287	304
Industriel	9	39	48
Institutionnel	3	48	51
Total	1 004	1 959	2 963

Source(s): Ville de Laval, Service de l'urbanisme

Valeur des permis de construction par secteur en 2011 en milliers de dollars - Laval

Secteurs	Nouveaux permis	Améliorations	Total
Résidentiel	580 225 \$	42 225 \$	622 450 \$
Commercial	47 450 \$	39 875 \$	87 325 \$
Industriel	31 575 \$	17 220 \$	48 795 \$
Institutionnel	2 617 \$	32 861 \$	35 478 \$
Total	661 867 \$	132 181 \$	794 048 \$

Source(s): Ville de Laval, Service de l'urbanisme

SITUATION ÉCONOMIQUE

Depuis le début de l'année 2012 (1er janvier au 30 novembre), le secteur de la construction résidentielle sur le territoire de la Ville de Laval connaît une croissance soutenue. La Ville a émis 871 permis de construction pour de nouvelles habitations, totalisant 2 013 nouveaux logements. La valeur déclarée pour ces nouvelles résidences atteint 537 millions de dollars.

Par ailleurs, au cours des onze premiers mois de 2012, le Service de l'urbanisme a émis un total de 2 867 permis de construction (nouvelle et amélioration), tous secteurs confondus. La valeur déclarée globale pour l'ensemble de ces permis de construction s'élève à plus de 915 millions de dollars.

En fait, on peut noter une nette croissance de la valeur des permis, tous secteurs confondus, depuis 2002, tant au niveau des nouveaux permis que des améliorations, telle qu'illustrée par le tableau suivant.

Évolution de la valeur des permis de construction en milliers de dollars - Laval

Année	Nouveaux permis	Améliorations	Total
2002	377 566 \$	81 076 \$	458 642 \$
2003	493 419 \$	97 915 \$	591 334 \$
2004	676 268 \$	110 632 \$	786 900 \$
2005	702 244 \$	92 116 \$	794 360 \$
2006	626 581 \$	126 786 \$	753 367 \$
2007	767 290 \$	199 351 \$	966 641 \$
2008	808 105 \$	196 299 \$	1 004 404 \$
2009	625 811 \$	203 154 \$	828 965 \$
2010	663 618 \$	165 389 \$	829 007 \$
2011	661 867 \$	132 182 \$	794 049 \$
Variation 2002-2011	75,3 %	63,0 %	73,1 %
2012*	696 364 \$	219 560 \$	915 924 \$

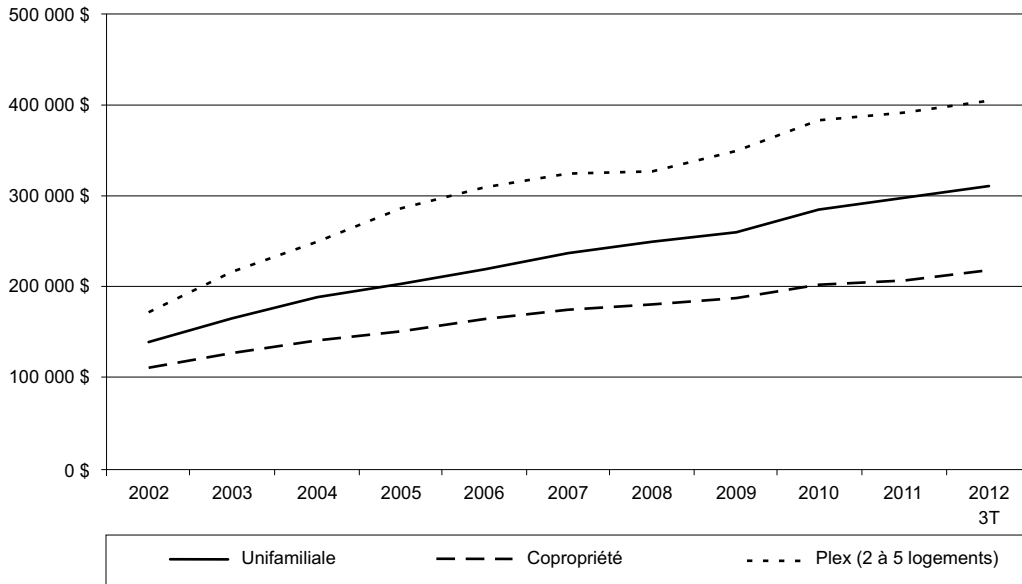
Notes(s): * Du 1er janvier au 30 novembre 2012
Source(s): Ville de Laval, Service de l'urbanisme

SITUATION ÉCONOMIQUE

Le marché de la revente

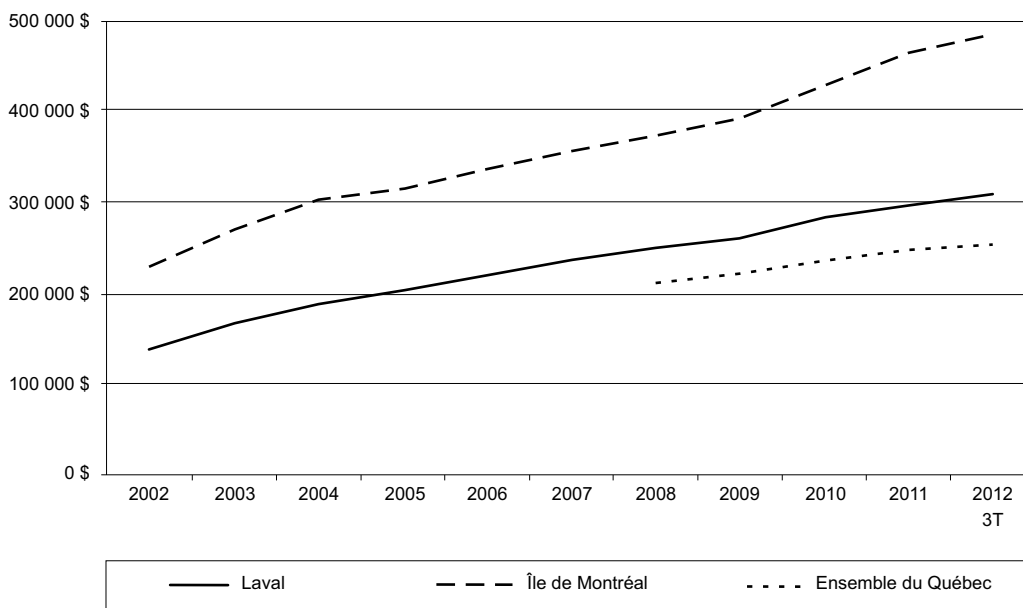
Parallèlement, le marché de la revente demeure en progression mais compétitif, avec des prix inférieurs à ceux de l'île de Montréal.

Marché de la revente, prix moyen (Laval)



Note(s): Information pour 2012 en date du troisième trimestre
Sources: Chambre immobilière du Grand Montréal et FCIQ

Marché de la revente, prix moyen (unifamiliale)



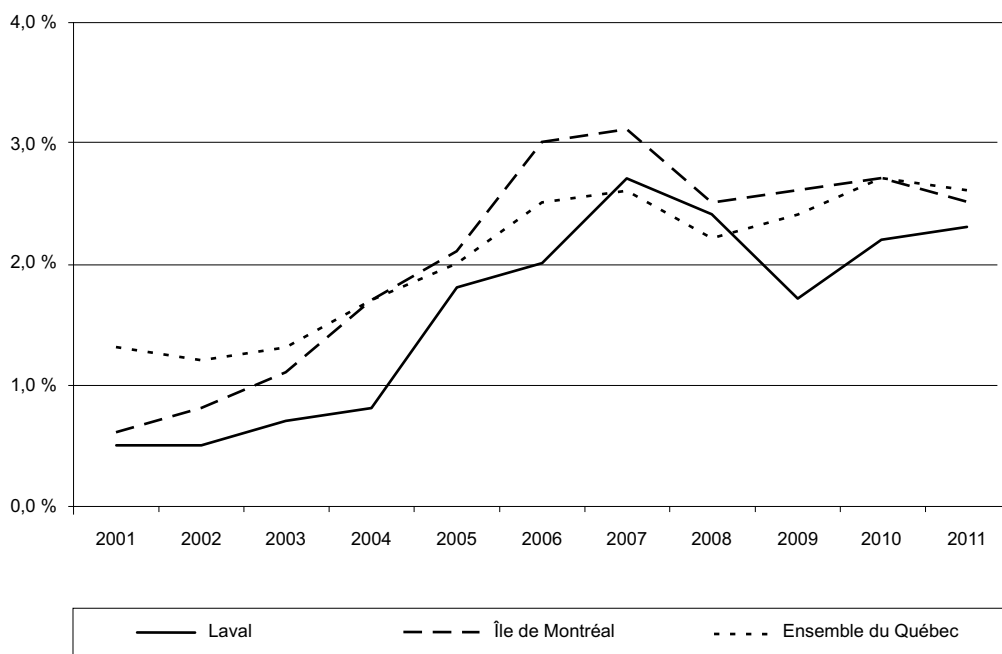
Note(s): Information pour 2012 en date du troisième trimestre
Données pour l'ensemble du Québec non disponibles pour les années antérieures à 2008
Source(s): Chambre immobilière du Grand Montréal et FCIQ

SITUATION ÉCONOMIQUE

Les conditions sur le marché locatif

Depuis l'an 2001, bien que suivant les cycles généraux, le taux d'inoccupation des logements locatifs à Laval se maintient constamment sous celui de l'île de Montréal, et la plupart du temps sous le taux provincial.

Évolution du taux d'inoccupation des logements locatifs
2001 à 2011



Source(s): SCHL

SITUATION ÉCONOMIQUE

Les investissements

Les investissements sur le territoire Lavallois ont atteint pour une 10^{ième} année consécutive une valeur de plus de 1 milliard de dollars en 2011. Les secteurs résidentiel et industriel continuent années après années à représenter une part importante du total.

Malgré le contexte économique difficile que l'on connaît, il s'agit de résultats forts appréciables qui montrent bien toute la vigueur du milieu économique lavallois. Ainsi, en 2012 il y a eu récupération du repli enregistré en 2010.

Les investissements par secteur en 2010 et en 2011 en milliers de dollars - Laval

Secteurs	2010	2011	Variation
Industriel	417 373 \$	558 056 \$	34 %
Commercial	115 368 \$	129 822 \$	13 %
Institutionnel	168 294 \$	207 054 \$	23 %
Résidentiel	649 369 \$	622 450 \$	-4 %
Total	1 350 404 \$	1 517 382 \$	12 %

Source(s): Laval Technopole

La croissance annuelle moyenne des investissements a été équivalente à 3,0 % depuis 2002.

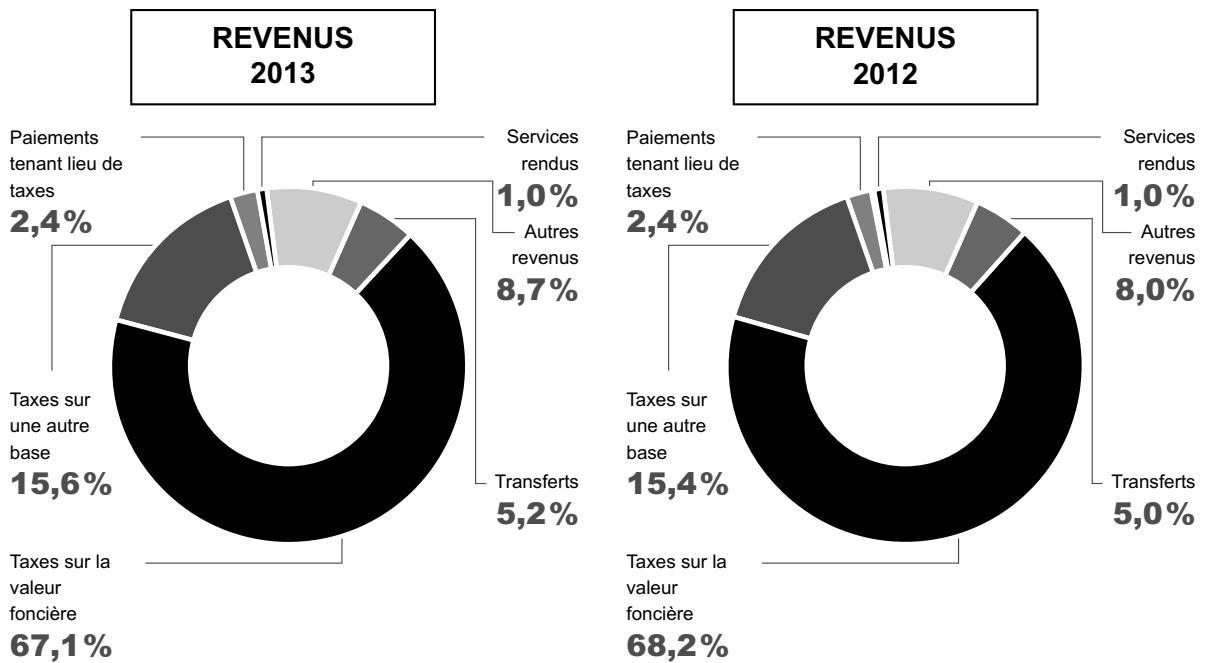
Évolution des investissements par secteur en milliers de dollars - Laval

Année	Résidentiel	Commercial	Industriel	Institutionnel	Total
2002	297 174 \$	124 100 \$	540 310 \$	163 700 \$	1 125 284 \$
2003	392 428 \$	195 576 \$	423 065 \$	229 328 \$	1 240 397 \$
2004	594 909 \$	82 865 \$	496 603 \$	225 785 \$	1 400 162 \$
2005	622 878 \$	147 309 \$	611 007 \$	185 533 \$	1 566 727 \$
2006	518 207 \$	149 614 \$	556 286 \$	256 084 \$	1 480 191 \$
2007	631 442 \$	160 691 \$	624 578 \$	95 751 \$	1 512 462 \$
2008	746 549 \$	164 413 \$	676 271 \$	114 866 \$	1 702 099 \$
2009	589 132 \$	59 381 \$	422 648 \$	438 030 \$	1 509 191 \$
2010	649 369 \$	115 368 \$	417 373 \$	168 294 \$	1 350 404 \$
2011	622 450 \$	129 822 \$	558 056 \$	207 054 \$	1 517 382 \$
Variations 2002-2011	109,5 %	4,6 %	3,3 %	26,5 %	34,8 %

Source(s): Laval Technopole

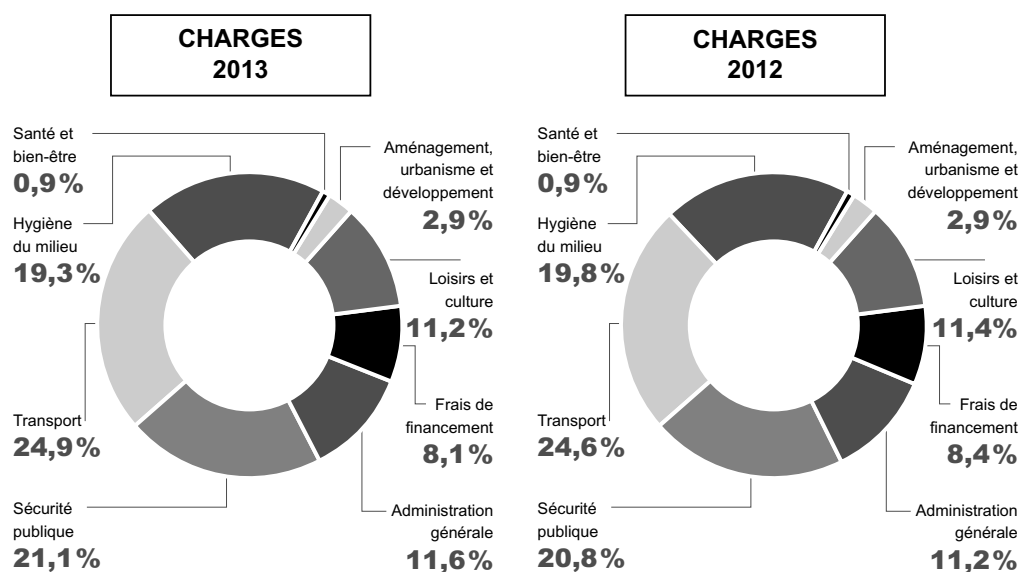
STATISTIQUES

STATISTIQUES - ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT



<u>2013</u>	<u>REVENUS</u>	<u>2012</u>
(,000 \$)		Reclassé (,000 \$)
502 808	Taxes sur la valeur foncière	492 255
116 556	Taxes sur une autre base	111 213
18 273	Paiements tenant lieu de taxes	17 318
7 429	Services rendus	6 897
64 989	Autres revenus	57 485
38 845	Transferts	36 132
748 900	TOTAL DES REVENUS	721 300

STATISTIQUES - ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT



<u>2013</u>	<u>CHARGES</u>	<u>2012</u>
(,000 \$)		Reclassé (,000 \$)
85 449	Administration générale	80 618
155 160	Sécurité publique	150 712
182 545	Transport	177 668
141 920	Hygiène du milieu	143 366
6 639	Santé et bien-être	6 668
21 181	Aménagement, urbanisme et développement	20 845
82 182	Loisirs et culture	82 554
59 622	Frais de financement	61 025
734 698	TOTAL DES CHARGES	723 456
14 202	Éléments de conciliation à des fins fiscales	(2 156)
748 900	TOTAL	721 300

STATISTIQUES

ÉVOLUTION DE CERTAINS TAUX DE TAXATION ET DE TARIFICATION

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>
• Taux de la taxe foncière générale par 100\$ d'évaluation municipale (régime des taux variés)				
Taux de base	0,791 \$	0,841 \$	0,874 \$	0,915 \$
Immeubles de 6 logements et plus	0,897 \$	0,959 \$	0,980 \$	1,007 \$
Immeubles non résidentiels	3,131 \$	3,247 \$	3,302 \$	3,355 \$
Terrains vagues desservis	1,582 \$	1,682 \$	1,748 \$	1,830 \$
• Taux de la taxe foncière spéciale infrastructures d'eau potable et usée par 100 \$ d'évaluation municipale				
Taux de base	0,038 \$	0,038 \$	0,038 \$	0,038 \$
Immeubles de 6 logements et plus	0,039 \$	0,039 \$	0,039 \$	0,039 \$
Immeubles non résidentiels	0,111 \$	0,111 \$	0,111 \$	0,111 \$
Terrains vagues desservis	0,076 \$	0,076 \$	0,076 \$	0,076 \$
• Taxe sur les terrains vagues non desservis par 100\$ d'évaluation municipale	0,791 \$	0,421 \$		
• Taux service de l'eau				
Par logement et local	279 \$	279 \$	279 \$	279 \$
Par piscine creusée	55 \$	55 \$	55 \$	55 \$
Par piscine hors-terre	35 \$	35 \$	35 \$	35 \$
Terrains non exploités (Par 92,9 mètres carrés) min.: 40 \$ max.: 550 \$	2,50 \$	2,50 \$	2,50 \$	2,50 \$
Eau au compteur (par mètre cube)	0,6488 \$	0,5580 \$	0,4650 \$	0,4003 \$
• Tarification du transport régional				
Par logement	45 \$	45 \$	45 \$	45 \$
Par local au mètre carré (minimum 45 \$)	1,51 \$	1,51 \$	1,51 \$	1,51 \$
Terrains non exploités (Par 92,9 mètres carrés) min.: 40 \$ max.: 740 \$	2,15 \$	2,15 \$	2,15 \$	2,15 \$
• Tarifications particulières				
Contrôle biologique des moustiques				
1 logement ou 1 local	30 \$	30 \$	30 \$	30 \$
Plus d'un logement	60 \$	60 \$	60 \$	60 \$
Golf	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$
Disposition de la neige				
1 logement	211 \$	206 \$	202 \$	200 \$
Plus d'un logement et condominium	109 \$/log	106 \$/log	104 \$/log	103 \$/log
Mixte et non-résidentiel - au local	248 \$/local	242 \$/local	238 \$/local	235 \$/local
- au mètre linéaire	24,30 \$	23,68 \$	23,25 \$	23,00 \$

STATISTIQUES

ÉVOLUTION DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT (,000 \$)

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Taxes	619 364	603 468	578 839	555 810
Paiements tenant lieu de taxes	18 273	17 318	17 038	16 577
Services rendus	7 429	6 897	6 760	6 842
Impositions de droits	33 890	27 892	24 274	23 404
Amendes et pénalités	17 682	17 500	17 000	15 600
Intérêts	7 569	6 768	6 854	5 384
Autres revenus	5 848	5 325	6 401	5 950
Transferts	38 845	36 132	33 533	32 123
TOTAL DES REVENUS	748 900	721 300	690 700	661 690

ÉVOLUTION DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE (,000 \$)

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Résiduelle	32 555 753	29 922 866	27 884 506	25 790 311
6 logements et plus	2 341 068	2 221 804	2 107 922	1 984 798
Terrains vagues	491 616	571 604	550 222	516 220
Non-résidentiel	5 275 052	4 921 330	4 607 003	4 274 600
Industriel	784 254	796 284	743 043	718 784
ÉVALUATION IMPOSABLE ESTIMÉE POUR FIN DE TAXATION (*)	41 447 743	38 433 888	35 892 696	33 284 713

(*) Après étalement des valeurs.

STATISTIQUES

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

(Équivalence personnes / année de l'ensemble des employés permanents ou temporaires)

	Budget			
	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Maire et conseillers	22	22	22	22
Direction	53	51	47	46
Cadres	311	299	295	282
Professionnels et administratifs	229	213	196	194
Employés de bureau	832	834	818	818
Personnel récréatif et culturel	208	203	203	200
Manuels	634	603	590	581
Brigadiers	30	29	30	29
Policiers	532	530	516	507
Pompiers	262	262	247	246
	<u>3 113</u>	<u>3 046</u>	<u>2 964</u>	<u>2 925</u>

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Population (nombre estimé)	<u>413 500</u>	<u>408 600</u>	<u>403 600</u>	<u>398 667</u>

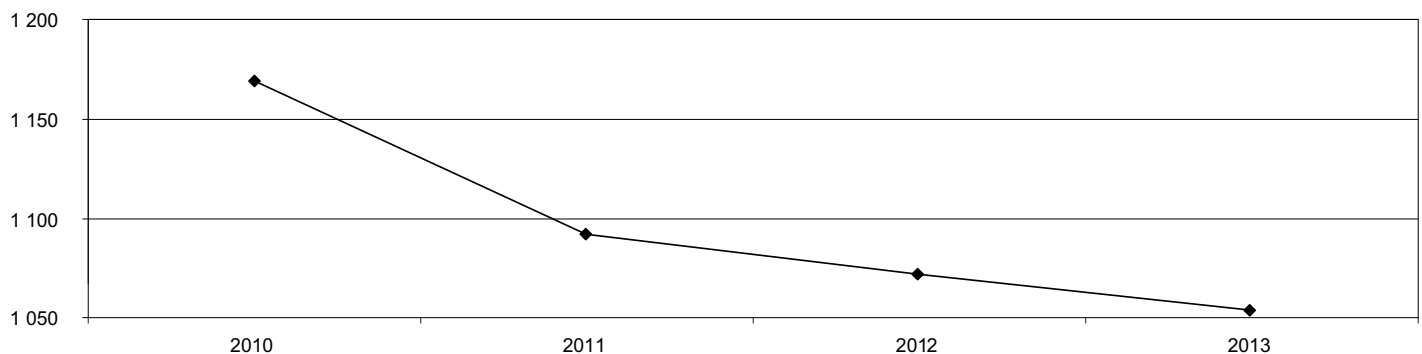
STATISTIQUES

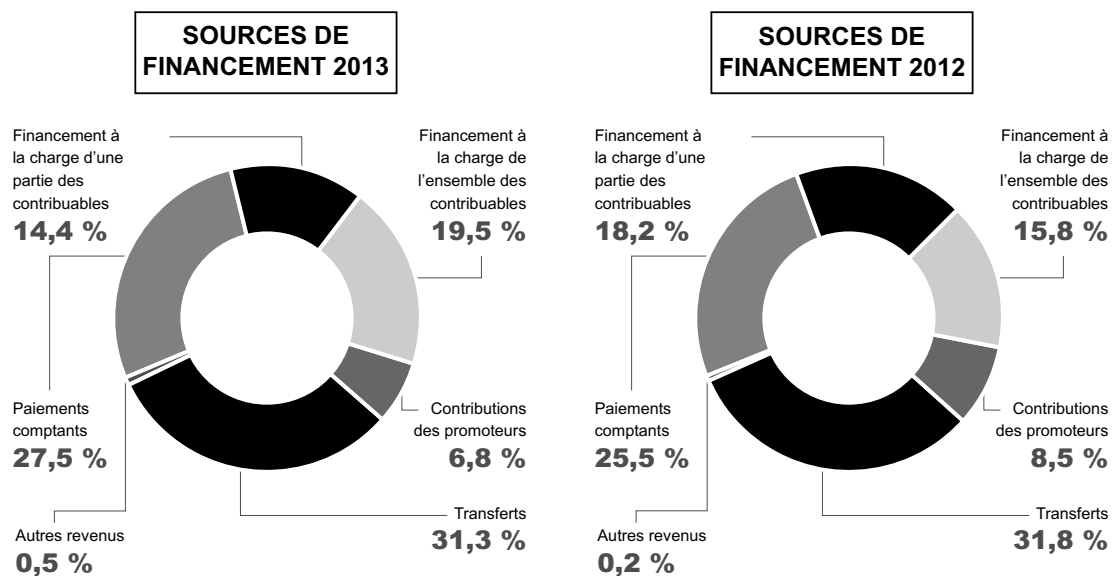
ENDETTEMENT NET À LONG TERME À L'ENSEMBLE DES CITOYENS

	2013	2012	2011	2010
Dette à long terme (,000 \$)	Projeté	Projeté	Réel	Réel
Obligations, billets et autres dettes	688 825	697 066	688 695	680 325
Moins:				
Montants accumulés dans divers fonds	(8 093)	(22 541)	(16 039)	(24 131)
Surplus réservés - remboursement dette	(4 714)	(5 859)	(8 775)	(8 074)
Montants non utilisés d'emprunts à long terme	(477)	(2 977)	(2 977)	(5 562)
Montants à recouvrer du gouv. du Québec	(86 530)	(55 897)	(43 390)	(24 613)
	589 011	609 792	617 514	617 945
Dépenses nettes à financer à long terme	225 552	172 279	110 064	145 886
	814 563	782 071	727 578	763 831
Moins:				
Montant recouvrable par les taxes de secteur	(324 444)	(289 852)	(232 459)	(240 538)
Récupération potentielle du déficit actuariel en vertu de la loi (1)	(54 240)	(54 240)	(54 240)	(53 137)
Récupération - autres				(4 050)
Endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens	435 879	437 979	440 879	466 106
Dette per capita	1 054	1 072	1 092	1 169

(1) Ces montants seront récupérés à même les surplus futurs du Régime de retraite des employés de la Ville de Laval.

Évolution de la dette par capita





2013

2012

SOURCES DE FINANCEMENT

(,000 \$)

(,000 \$)

21 446
99 053
1 675
86 990
45 458
61 440

Contributions des promoteurs
Transferts
Autres revenus
Paiements comptants
Financement à la charge d'une partie des contribuables
Financement à la charge de l'ensemble des contribuables

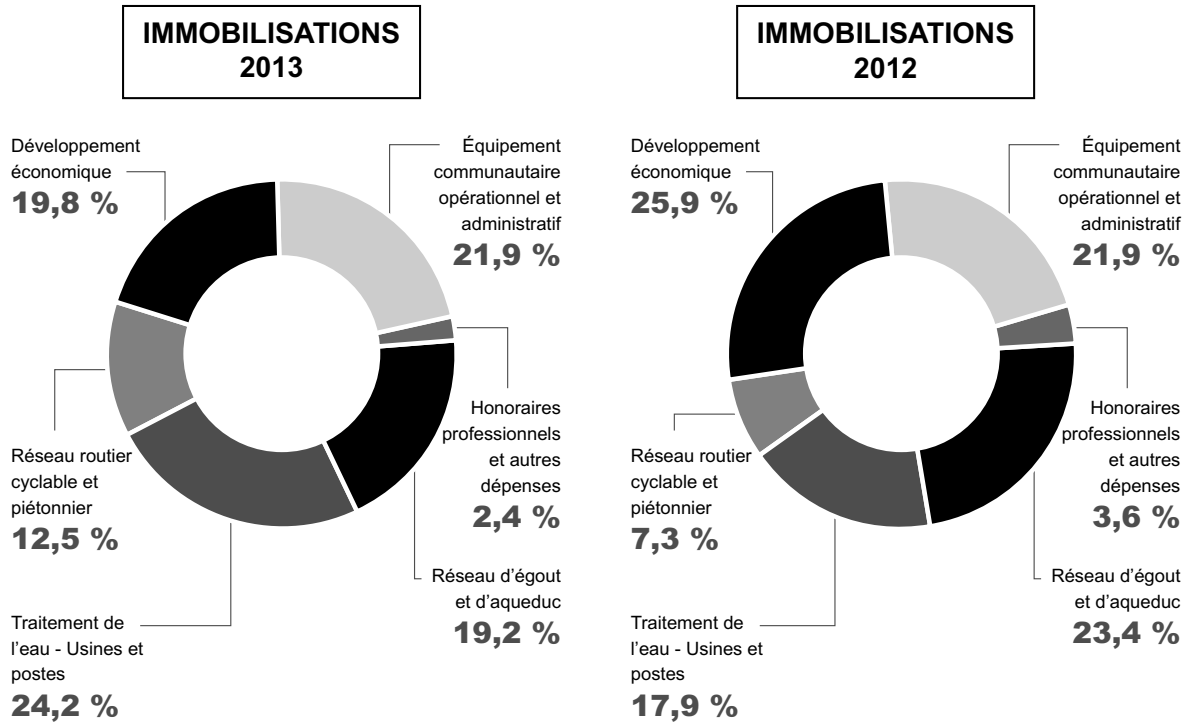
31 642
117 925
603
94 764
67 377
58 466

316 062

TOTAL

370 777

STATISTIQUES - PROGRAMME D'INVESTISSEMENT



<u>2013</u>		<u>2012</u>
	<u>IMMOBILISATIONS</u>	
(,000 \$)		(,000 \$)
60 781	Réseau d'égout et d'aqueduc	86 651
76 331	Traitement de l'eau - Usines et postes	66 228
39 466	Réseau routier cyclable et piétonnier	27 069
62 617	Développement économique	96 159
69 133	Équipement communautaire opérationnel et administratif	81 305
7 734	Honoraires professionnels et autres dépenses	13 365
316 062	TOTAL	370 777

BUDGET ET PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Budget

Le contexte économique

Le budget 2013 a été élaboré avec en toile de fond un contexte économique et financier incertain à l'échelle mondiale. Pour le Québec, l'économie a aussi tourné au ralenti à cause de la faiblesse des dépenses des ménages et des gouvernements, de la détérioration du commerce intérieur et extérieur et du ralentissement du marché immobilier. Desjardins, Études économiques a donc révisé à la baisse les cibles de croissance prévue pour 2012 et pour 2013 et situe le taux d'inflation au Québec à 2,2% pour 2012 et à 2,0% pour 2013.

Ce contexte financier indique que les taux d'intérêt resteront bas pour une période plus longue que prévu, d'autant plus que l'inflation actuelle n'est pas menaçante. La Banque du Canada ne devrait pas procéder à un resserrement monétaire avant le début de 2014.

Malgré un niveau de confiance stable dans l'économie et une bonne création de l'emploi, les ménages semblent de plus en plus prudents face à l'endettement ce qui a un impact sur les dépenses de consommation de biens et de services. De plus, le resserrement des règles hypothécaires du gouvernement fédéral au milieu de 2012 a eu un impact sur le marché immobilier de la revente qui est en baisse depuis le mois d'août.

Dans le contexte économique actuel, des efforts importants ont été et continueront d'être déployés afin d'exercer des contrôles serrés sur l'augmentation des coûts tout en maintenant le même niveau de services, car malgré une croissance urbaine moindre les dépenses augmentent en raison de la hausse du volume de services que la municipalité doit fournir dans tous les domaines: gestion des déchets, sécurité incendie, services policiers, eau potable, entretien des rues, déneigement, traitement des eaux usées, loisirs, bibliothèques, etc.

Le budget comparatif 2012 a été reclassé afin de tenir compte de modifications de présentation.

ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Sommaire du budget

Les dépenses et autres activités de fonctionnement

Le budget 2013 des activités de fonctionnement s'établit à 748,9 M\$ comparativement à 721,3 M\$. Le budget est donc en hausse de 27,6 M\$ soit 3,8 %.

Les principales composantes de cette croissance budgétaire se résument comme suit :

	M \$	%
1. Hausse des coûts et indexation de la rémunération	12,0	1,7
2. Affectations aux paiements comptants des infrastructures	7,3	1,0
3. Hausse de coût du régime de retraite	6,0	0,8
4. Ajouts et améliorations de services	5,8	0,8
5. Impact de la croissance urbaine	2,8	0,4
6. Service de la dette	(4,0)	(0,6)
7. Modifications des processus d'affaire et équilibre budgétaire	(2,3)	(0,3)

Plus de 65 % de la croissance du budget, soit 18,0 M\$ ou 2,5 % du budget précédent, est due à la hausse des coûts des biens et services et à l'indexation de la rémunération et des avantages sociaux. Les affectations aux paiements comptants des infrastructures augmentent de 7,3 M\$ soit plus de 26 % de la hausse. Ce montant inclut 1,6 M\$ provenant de l'augmentation de la taxe sur les terrains vagues non desservis introduite en 2012 et 2,0 M\$ d'affectation du budget courant afin de pourvoir à la réfection des infrastructures désuètes et pour le développement de projets structurants. Les ajouts et améliorations de services comptent pour plus de 21% de l'augmentation, alors que la croissance urbaine compte pour plus de 10%.

Parmi les ajouts et améliorations de services, soulignons plus particulièrement: travaux de réfection des trottoirs, bordures et resurfaçage de rues (1,5 M\$), déneigement de tous les trottoirs (0,3 M\$), la création de 7 postes au service de l'ingénierie (0,8 M\$) afin de rapatrier à l'interne une partie du travail qui était jusqu'ici réalisé par des firmes externes, la suite du déploiement du bureau des grands projets (0,1 M\$), l'élaboration de la stratégie lavalloise d'économie d'eau potable et d'un plan d'adaptation aux changements climatiques (0,2 M\$), l'amélioration de la période d'ouverture des piscines et des bibliothèques (0,3 M\$), la création de 5 postes en foresterie urbaine (0,4 M\$) afin d'accroître nos efforts pour entretenir le patrimoine arboricole et finalement un programme d'animation à l'année dans les parcs de la ville avec pour créneau l'activité physique, la vie communautaire et la culture (0,1 M\$).

ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Les revenus

Au chapitre des revenus, le contexte économique rend toujours d'actualité le critère qui régit nos décisions depuis plusieurs années soit le respect de la capacité de payer des contribuables. En 2013, il y a gel du compte de taxe foncier pour les maisons unifamiliales.

Un nouveau rôle d'évaluation entre en vigueur pour les années 2013 à 2015. Ce rôle reflète l'évolution du marché pour la période entre le 1er juillet 2008 et le 1er juillet 2011 et présente une hausse moyenne de valeurs de 16,4% en incluant les nouvelles constructions et les améliorations apportées aux bâtiments existants. Afin de minimiser l'impact fiscal, la loi permet l'étalement de la variation de valeur sur 3 ans. La baisse des taux de taxe quantifiée pour contrer les augmentations de valeur a pour effet de minimiser aussi les nouveaux revenus générés par la croissance urbaine.

Les taux de la taxe foncière générale sont ajustés à la baisse, comme le montre le tableau qui suit :

Catégories	Taux 2013	Taux 2012	Variation \$	Variation %
Résiduelle (taux de base)	0,791	0,841	-0,050	-5,95%
Immeubles de 6 logements et plus	0,897	0,959	-0,062	-6,47%
Immeubles non résidentiels	3,131	3,247	-0,116	-3,57%
Terrains vagues desservis	1,582	1,682	-0,100	-5,95%

La tarification du transport régional demeure inchangée tandis que la tarification pour la disposition de la neige est indexée selon l'indice des prix à la consommation au 30 juin 2012. Le remboursement de taxe d'eau pour les personnes de 65 ans et plus est maintenu à 100 \$ et à 200 \$ pour celles admissibles au supplément de revenu garanti. Les tarifications aux usagers de différents services et activités municipales demeurent inchangées.

Introduite en 2012, la taxe sur les terrains vagues non desservis passe de 42,1¢ à 79,1¢ du 100 \$ d'évaluation permettant ainsi d'ajouter 1,6 M\$ à la réserve pour le développement de projets structurants.

Dans un but d'équité, la taxe sur le remembrement des terrains situés en zone agricole s'applique maintenant à tous les terrains, peu importe leur superficie. Cette taxe, équivalente aux taux de base, génère des revenus additionnels de 0,1 M\$ en 2013.

Afin de supporter la réfection des infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, la taxe spéciale est maintenue aux mêmes taux depuis 2009 et ces taux varient de 3,8 ¢ du 100 \$ d'évaluation pour les immeubles de moins de six logements à 11,1 ¢ pour les immeubles non résidentiels. Les revenus de cette taxe sont estimés à 20,7 M\$ et sont affectés à une réserve créée à cette fin.

ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Pour les résidences unifamiliales, il y a gel du compte de taxe en 2013, tandis que le secteur résidentiel verra une baisse de 0,18% en moyenne. Plus de 88% des contribuables auront une augmentation moindre ou égale à l'inflation moyenne prévue de 2,0%. La hausse moyenne pour la catégorie non résidentielle est de 0,31%.

Les nouveaux immeubles inscrits au rôle d'évaluation augmentent les revenus de la taxe foncière générale de 10,9 M\$ et ceux des autres taxes ou tarifs (eau, assainissement, disposition de la neige) de 2,5 M\$.

Les virements et les affectations

Les virements aux réserves financières pour le renouvellement des infrastructures d'eaux potables et d'eaux usées, pour les projets structurants et la réfection des infrastructures et pour les honoraires professionnels totalisent 33,1 M\$ en augmentation de 5,5 M\$ par rapport à 2012.

Les virements au fonds réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques et relatif aux droits payables par les exploitants de carrières ou sablières sont évalués à 2,1 M\$.

Une affectation de surplus de 4,7 M\$ contribue à l'équilibre budgétaire. Comme les années précédentes une somme de 3,2 M\$ permet de rembourser une partie des droits de mutation aux jeunes familles qui achètent des maisons dans les anciens quartiers (1,7 M\$), les crédits de taxes à la rénovation et à la construction dans ces quartiers (1,3 M\$) et à la subvention pour l'achat de défibrillateurs (0,2 M\$).

Programme d'investissement

Le contexte

Comme nous l'avons fait depuis plusieurs années, nous entendons poursuivre en 2013 notre politique de limitation des investissements à la charge des contribuables à un montant inférieur à ce que nous remboursons en capital, ce qui se traduit à terme par une diminution de la dette à l'ensemble des citoyens.

Les réserves financières créées au cours des dernières années nous permettent des paiements comptants additionnels. Cette injection de fonds, combinée au niveau d'investissement identifié précédemment, assure un rythme adéquat de renouvellement de nos principales infrastructures. Grâce à l'ajout de nouveaux équipements, Ville de Laval continuera d'augmenter, année après année, son pouvoir d'attraction auprès des familles et des entreprises.

Une telle stratégie de gestion des investissements permet également à la Ville de Laval de réduire la pression exercée par le service de la dette sur les budgets à venir.

Faits saillants du programme triennal d'investissement

Les investissements pour 2013 totalisent 318,3 M\$, incluant un montant de 2,3 M\$ pour des contributions à des organismes.

Les principaux investissements pour l'année 2013 sont les suivants :

- La mise en place d'infrastructures qui contribueront au développement des secteurs résidentiels, commerciaux et industriels : 62,6 M\$
- La réfection des infrastructures existantes : 176,0 M\$
- L'amélioration et le prolongement du réseau routier : 21,4 M\$
- L'aménagement de parcs, d'espaces communautaires et l'acquisition d'espaces verts : 8,0 M\$
- La construction de la caserne de pompiers numéro deux
- La construction d'un centre de services animaliers

La vitalité du développement économique de Ville de Laval maintient un rythme de croissance enviable tel qu'en fait foi les investissements de 62,6 M\$ en 2013. Ces travaux entraîneront peu de charge à l'ensemble des contribuables puisqu'ils seront majoritairement payés par les promoteurs de ces différents projets. Ces travaux concernent la construction ou le prolongement de nouvelles rues dans différents secteurs de la Ville.

ORIENTATION BUDGÉTAIRE

L'entretien et la réfection des infrastructures vieillissantes commandent de grandes interventions. La Ville prévoit, entre autres, investir 54,1 M\$ pour la réhabilitation des infrastructures sur différentes rues et boulevards, 76,3 M\$ pour la rénovation des usines d'eau potable de Chomedey, Pont-Viau et Ste-Rose, 18,1 M\$ pour la réfection du réseau routier, cyclable et piétonnier, 4,6 M\$ pour la réfection des aréas Samson, St-François et Yvon-Chartrand et 7,3 M\$ pour les autres bâtiments communautaires. Plusieurs études ont démontré le retard accumulé dans la réfection des infrastructures et les conséquences sur la qualité de vie future des citoyens. Conscients de cette réalité, les gouvernements provincial et fédéral aident les municipalités à faire face à ce problème par divers programmes de subventions et de remises aux municipalités qui contribuent au financement de ces efforts visant à la sauvegarde des infrastructures. Malgré la mise en place de ces programmes, les investissements requis au cours des prochaines années afin de maintenir en bon état nos infrastructures sont supérieurs à ces nouvelles sources de financement. Nous poursuivrons donc nos démarches pour convaincre les différents partenaires d'assurer une source permanente et évolutive pour le financement de la réfection des infrastructures.

L'amélioration du réseau routier fait partie intégrante de nos préoccupations. Parmi les mesures d'atténuation du bruit, la construction d'un écran antibruit sera réalisée le long de l'autoroute 440 en 2013 et 2014. Des ouvrages de transport alternatif, écologique et récréatif - réseau cyclable seront également effectués incluant la portion lavalloise de la piste cyclable qui reliera Oka au Mont St-Hilaire (3,2 M\$).

Plusieurs investissements seront réalisés dans les parcs (7,2 M\$) incluant l'aménagement de parcours santé pour les aînés, avec la collaboration du gouvernement du Québec et dans l'acquisition d'espaces communautaires (0,8 M\$).

La Ville poursuit sa politique de l'urbanisme durable de Laval. La démarche *Évolucité* comprend une vision, des orientations et des engagements à l'égard de l'aménagement du territoire. Pour maintenir et améliorer la qualité de vie de ses citoyens, la Ville de Laval s'oriente vers une démarche de développement respectueuse de l'environnement qui favorise la densification urbaine, la mobilité active, la vie de quartier, le commerce de proximité et une moins grande dépendance à l'automobile.

Le financement

Afin de réaliser cet ambitieux programme d'investissement tout en respectant la capacité de payer des citoyens, nous allons recourir aux sources de financement suivantes : contributions des promoteurs, subventions et utilisation des réserves financières et fonds réservés.

Ainsi en 2013, les paiements comptants totaliseront 87,0 M\$ laissant un solde d'investissement à l'ensemble des citoyens de 63,1 M\$, incluant un montant de 1,6 M\$ pour le financement à long terme des contributions.

La firme Standard & Poor's a reconnu que notre gestion financière rigoureuse et notre politique de réduction de la dette produisent d'excellents résultats puisqu'elle établit notre cote de crédit à «AA-» avec une perspective stable pour les titres à long terme de Ville de Laval.

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES

	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>
	(,000\$)	Reclassé (,000\$)
REVENUS		
Taxes sur la valeur foncière	502 808	492 255
Taxes sur une autre base	116 556	111 213
Païement tenant lieu de taxes	18 273	17 318
Services rendus	7 429	6 897
Imposition de droits	33 890	27 892
Amendes et pénalités	17 682	17 500
Intérêts	7 569	6 768
Autres revenus	5 848	5 325
Transferts	38 845	36 132
	<hr/> 748 900	<hr/> 721 300
CHARGES		
Administration générale	85 449	80 618
Sécurité publique	155 160	150 712
Transport	182 545	177 668
Hygiène du milieu	141 920	143 366
Santé et bien-être	6 639	6 668
Aménagement, urbanisme et développement	21 181	20 845
Loisirs et culture	82 182	82 554
Frais de financement	59 622	61 025
	<hr/> 734 698	<hr/> 723 456
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	14 202	(2 156)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
Immobilisations	108 977	105 611
Financement (net des affectations)	(74 950)	(67 475)
Affectations	(48 229)	(35 980)
	<hr/> (14 032)	<hr/> 2 156
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0	0

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES

	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>
	(,000\$)	(,000\$)
REVENUS		
Taxes		25
Contributions des promoteurs	21 446	31 642
Transferts	99 053	117 925
Autres revenus	1 675	578
<hr/>		
Excédent d'investissement avant conciliation à des fins fiscales	122 174	150 170
<hr/>		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
IMMOBILISATIONS		
Administration générale	9 704	8 606
Sécurité publique	15 755	11 010
Transport	83 671	106 738
Hygiène du milieu	171 573	192 544
Aménagement, urbanisme et développement	737	1 310
Loisirs et culture	34 622	50 569
<hr/>		
	316 062	370 777
<hr/>		
FINANCEMENT		
Emprunt à long terme à la charge d'une partie des contribuables de l'ensemble des contribuables	45 458	67 377
	61 440	58 466
<hr/>		
	106 898	125 843
<hr/>		
AFFECTATIONS		
Activités de fonctionnement	7 669	8 266
Réserves financières et fonds réservés	79 321	86 498
<hr/>		
	86 990	94 764
<hr/>		
EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0	0

REVENUS DE FONCTIONNEMENT

	Budget 2013	Budget 2012
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
TAXES		
SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales selon taux variés		
Catégorie résiduelle	259 471	253 093
Immeubles non résidentiels	190 983	187 087
Immeubles de 6 logements et plus	21 095	21 381
Terrains vagues desservis	7 273	9 588
Terrains vagues non desservis	3 139	1 600
Taxes spéciales - infrastructures d'eau potable et usée		
Catégorie résiduelle	12 460	11 434
Immeubles non résidentiels	6 769	6 395
Immeubles de 6 logements et plus	917	869
Terrains vagues desservis	351	433
Taxes de secteur		
Service de la dette		25
Autres taxes		
Remembrement agricole	350	350
	502 808	492 255
SUR UNE AUTRE BASE		
Tarifification pour services municipaux		
Services de l'eau	52 163	50 700
Taxes de secteur		
Service de la dette	21 773	19 808
Infrastructures	2 200	1 895
Autres		
Services centralisés d'appels d'urgence	2 300	1 910
Contrôle biologique des moustiques	1 240	1 200
Ramassage, transport et disposition de la neige	19 200	18 300
Transport en commun régional	17 680	17 400
	116 556	111 213
TOTAL DES TAXES	619 364	603 468

REVENUS DE FONCTIONNEMENT

	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES		
Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Immeubles et lieux d'affaires du gouvernement		
Taxes générales		
Catégorie résiduelle	157	83
Immeubles non-résidentiels	1 598	1 373
Taxes foncières - TVD	68	58
Taxes foncières - TVND	36	15
Taxes spéciales - infrastructures d'eau potable et usée		
Catégorie résiduelle	8	4
Immeubles non-résidentiels	57	47
Taxes foncières - TVD	3	3
Tarification		
Service de l'eau	1	3
Travaux permanents		11
Ramassage, transport et disposition de la neige	6	6
Transport en commun régional	32	34
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4 270	3 888
Cégeps et universités	2 137	1 940
Écoles secondaires	4 061	4 045
Écoles primaires	2 541	2 548
Autres immeubles		
Biens culturels classés	1	1
	<hr/> 14 976	<hr/> 14 059
Gouvernement du Canada et ses entreprises		
Taxes générales		
Catégorie résiduelle		9
Immeubles non-résidentiels	2 824	2 785
Taxes spéciales - infrastructures d'eau potable et usée		
Catégorie résiduelle		
Immeubles non-résidentiels	100	95
Tarification		
Service de l'eau	2	2
Travaux permanents	111	111
Ramassage, transport et disposition de la neige	11	11
Transport en commun régional	249	246
	<hr/> 3 297	<hr/> 3 259
TOTAL DES PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	<hr/> 18 273	<hr/> 17 318

REVENUS DE FONCTIONNEMENT

	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
SERVICES RENDUS		
Services rendus aux organismes municipaux		
Transport		
Réseau routier - voirie municipale	16	18
	<hr/> 16	<hr/> 18
Autres services rendus		
Administration générale		
Évaluation	130	10
Autres		
Loyers - immeubles	1 700	1 737
Autres	804	502
Sécurité publique		
Police		
Autres	1 117	1054
Incendie	55	30
Transport		
Transport en commun		
Autres		
Voirie	250	250
Enlèvement de la neige	150	125
Hygiène du milieu		
Réseau de distribution de l'eau potable		
Réseaux d'égout	1	1
Matières résiduelles	375	346
Autres	10	10
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	164	142
Promotion et développement		
Loisirs et culture		
Activités récréatives		
Camps de jour	1 451	1 451
Autres	961	986
Activités culturelles		
Bibliothèques	235	235
Autres	10	
	<hr/> 7 413	<hr/> 6 879
TOTAL DES SERVICES RENDUS	<hr/> 7 429	<hr/> 6 897

REVENUS DE FONCTIONNEMENT

	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
IMPOSITIONS DE DROITS		
Licences et permis	7 390	7 092
Droits de mutation immobilière	24 000	18 700
Autres	2 500	2 100
	<hr/>	<hr/>
	33 890	27 892
	<hr/>	<hr/>
AMENDES ET PÉNALITÉS	17 682	17 500
	<hr/>	<hr/>
INTÉRÊTS		
Fonds d'amortissement	590	360
Réserves financières et fonds réservés	2 279	1 470
Autres	4 700	4 938
	<hr/>	<hr/>
	7 569	6 768
	<hr/>	<hr/>
AUTRES REVENUS		
Cessions d'actifs à long terme		
Autres immobilisations	550	550
Contributions des promoteurs - réfection des infrastructures	200	300
Autres	5 098	4 475
	<hr/>	<hr/>
	5 848	5 325
	<hr/>	<hr/>

REVENUS DE FONCTIONNEMENT

	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
TRANSFERTS		
Transferts de droits		
Entente de partenariat - remboursement TVQ	14 460	12 904
Compensation pour la collecte sélective	4 836	4 300
Autres	8 300	8 300
	<hr/>	<hr/>
	27 596	25 504
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts		
Sécurité publique - Police	760	1 769
Transport		
Réseau routier - voirie municipale	480	109
Réseau routier - autres	3	6
Transport en commun		
Hygiène du milieu		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	301	3
Réseau de distribution de l'eau potable	821	93
Traitement des eaux usées	287	279
Réseaux d'égout	675	557
Élimination des déchets	3 599	3 590
Santé et bien-être	502	476
Aménagement, urbanisme et développement		
Rénovation urbaine	7	5
Promotion et développement économique		
Subvention financement activités CLD	2 103	2 103
Loisirs et culture		
Activités récréatives	307	298
Activités culturelles - bibliothèques	1 137	1 132
Activités culturelles - autres	267	208
	<hr/>	<hr/>
	11 249	10 628
	<hr/>	<hr/>
TOTAL DES TRANSFERTS	38 845	36 132
	<hr/>	<hr/>
TOTAL - REVENUS DE FONCTIONNEMENT	748 900	721 300

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

FONCTIONS / activités	Budget 2013	Budget 2012
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
ADMINISTRATION GÉNÉRALE		
Conseil	4 876	4 843
Application de la loi	9 449	9 212
Gestion financière et administrative	34 290	32 517
Greffes	8 935	6 678
Évaluation	10 998	10 812
Gestion du personnel	11 118	10 761
Autres	5 783	5 795
	<hr/> 85 449	<hr/> 80 618
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
Police	112 787	109 854
Sécurité incendie	39 531	38 308
Sécurité civile	424	413
Autres	2 418	2 137
	<hr/> 155 160	<hr/> 150 712
TRANSPORT		
Réseau routier		
Voirie municipale	67 161	64 740
Enlèvement de la neige	39 753	38 111
Éclairage des rues	8 060	7 705
Circulation et stationnement	7 913	7 712
Transport collectif	59 658	59 400
	<hr/> 182 545	<hr/> 177 668
HYGIÈNE DU MILIEU		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	18 468	18 340
Réseau de distribution de l'eau potable	21 623	20 670
Traitement des eaux usées	23 683	24 357
Réseaux d'égout	31 912	29 922
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés		
Collecte et transport	12 774	12 236
Élimination	11 753	11 611
Matières recyclables		
Collecte et transport	9 941	8 572
Tri et conditionnement	206	235
Matières organiques		
Collecte et transport	244	239
Traitement	289	296
Matériaux secs	1 149	1 190
Autres		
Protection de l'environnement	4 121	10 498
Autres	5 757	5 200
	<hr/> 141 920	<hr/> 143 366

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

FONCTIONS / activités	Budget 2013	Budget 2012
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE		
Logement social	5 033	4 937
Autres	1 606	1 731
	6 639	6 668
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT		
Aménagement, urbanisme et zonage	10 810	10 615
Rénovation urbaine		
Biens patrimoniaux	156	158
Autres biens	318	235
Promotion et développement économique		
Industries et commerces	8 147	7 813
Tourisme	488	462
Enseignement et sciences	1 250	1 550
Autres	12	12
	21 181	20 845
LOISIRS ET CULTURE		
Activités récréatives		
Centres communautaires	5 136	4 914
Patinoires intérieures et extérieures	10 673	10 697
Piscines, plages et ports de plaisance	6 039	11 926
Parcs et terrains de jeux	29 347	26 067
Autres	2 730	2 061
Activités culturelles		
Centres communautaires	2 675	2 618
Bibliothèques	19 117	18 446
Autres	6 465	5 825
	82 182	82 554
FRAIS DE FINANCEMENT		
Dette à long terme		
Intérêts	34 529	34 120
Autres frais	1 680	1 694
Autres frais de financement		
Avantages sociaux futurs	22 413	23 905
Autres	1 000	1 306
	59 622	61 025
TOTAL - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	734 698	723 456

ÉLÉMENTS DE CONCILIATION À DES FINS FISCALES

	Budget 2013	Budget 2012
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
IMMOBILISATIONS		
Amortissement	(108 977)	(105 611)
Disposition	550	550
Gain sur disposition	(550)	(550)
	(108 977)	(105 611)
FINANCEMENT		
Remboursement de capital (net des affectations)		
Remboursement de capital	91 640	74 595
Virement au Fonds d'amortissement	6 501	6 502
Virement du Fonds d'amortissement	(20 949)	
	77 192	81 097
Financement à long terme des activités de fonctionnement	(2 242)	(13 622)
	74 950	67 475
AFFECTATIONS		
Activités d'investissement	7 669	8 267
Surplus accumulé	(5 605)	(4 227)
Fonds réservés		
Virement		
Fonds de roulement	5 000	5 000
Autres	2 957	1 723
Total - Fonds réservés	7 957	6 723
Réserves financières		
Virement		
Réfection des infrastructures et projets structurants	10 782	6 738
Infrastructures d'eau potable et usée	24 462	22 679
Autres	6 149	6 254
Total - Réserves financières	41 393	35 671
Montants à pourvoir dans le futur	(3 185)	(10 454)
	48 229	35 980
TOTAL DU BUDGET	748 900	721 300

CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE

	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
DIRECTION		
Conseil municipal et Comité exécutif	4 086	4 022
Direction générale	3 690	3 655
	<hr/> 7 776	<hr/> 7 677
SERVICES		
Achats et gestion contractuelle	6 452	6 167
Contentieux	6 247	6 052
Environnement	68 921	66 742
Évaluation	9 726	9 508
Finances	28 793	29 847
Greffes	10 164	7 970
Ingénierie	11 032	10 149
Police	101 953	98 279
Ressources humaines	10 160	9 744
Sécurité incendie	35 732	34 650
Systèmes et technologies	18 370	17 500
Travaux publics	114 621	108 525
Urbanisme	8 390	8 117
Vie communautaire, culture et communications	46 328	43 493
	<hr/> 476 889	<hr/> 456 743
BUREAUX		
Grands projets	967	854
Juges	779	787
Ombudsman	108	107
Régime des rentes	586	590
Vérificateur général	1 068	1 039
	<hr/> 3 508	<hr/> 3 377
PARTICIPATION - ORGANISMES MUNICIPAUX ET GOUVERNEMENTAUX		
Communauté métropolitaine de Montréal	7 044	7 044
Développement économique	9 240	9 157
Transport en commun	59 600	59 400
	<hr/> 75 884	<hr/> 75 601
FRAIS DE FINANCEMENT	59 622	61 025
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT FINANCÉES À LONG TERME	2 042	13 422
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	108 977	105 611
	<hr/>	<hr/>
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	734 698	723 456

CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET

	Budget 2013	Budget 2012
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
RÉMUNÉRATION	231 457	223 529
COTISATIONS DE L'EMPLOYEUR	78 833	75 131
TRANSPORT ET COMMUNICATION	7 549	7 185
SERVICES PROFESSIONNELS, TECHNIQUES ET AUTRES		
Honoraires professionnels	14 486	14 763
Services techniques	55 407	52 851
Autres	3 856	3 198
	73 749	70 812
LOCATION, ENTRETIEN ET RÉPARATION		
Location	9 889	9 273
Entretien et réparation	22 796	20 190
	32 685	29 463
BIENS DURABLES		
Travaux de construction	788	730
Achats de biens	4 756	4 571
	5 544	5 301
BIENS NON DURABLES		
Fournitures de services publics	14 032	14 032
Autres biens non durables	27 883	27 265
	41 915	41 297
FRAIS DE FINANCEMENT		
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge:		
de la ville et des organismes périmunicipaux	33 306	33 980
des gouvernements du Québec et du Canada	2 903	1 834
Autres frais de financement	23 413	25 211
	59 622	61 025

CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET

	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
CONTRIBUTIONS À DES ORGANISMES		
Organismes municipaux	62 594	62 594
Organismes gouvernementaux	4 611	4 372
Autres organismes	15 918	15 127
	<hr/>	<hr/>
	83 123	82 093
	<hr/>	<hr/>
AUTRES OBJETS		
Créances douteuses ou irrécouvrables	515	515
Contribution développement sportif	448	6 250
Contribution protection de l'environnement		6 132
Autres	10 281	9 112
	<hr/>	<hr/>
	11 244	22 009
	<hr/>	<hr/>
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	108 977	105 611
	<hr/>	<hr/>
TOTAL DES CHARGES	734 698	723 456

REVENUS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>
	(,000 \$)	(,000 \$)
TAXES		
Sur une autre base		
Service de la dette		25
<hr/>		
CONTRIBUTIONS DES PROMOTEURS		
Contributions des promoteurs	21 446	31 642
<hr/>		
TRANSFERTS		
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts		
Transport		
Réseau routier - voirie municipale	17 952	28 553
Hygiène du milieu		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	34 764	28 045
Réseau de distribution de l'eau potable	8 976	14 127
Traitement des eaux usées	6 451	4 020
Réseaux d'égout	17 952	35 466
Matières résiduelles - traitement	911	
Protection de l'environnement	5 362	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	6 385	6 624
Activités culturelles - autres	300	1 090
	<hr/>	<hr/>
	99 053	117 925
<hr/>		
AUTRES REVENUS		
Sécurité publique		
Autres	1 350	
Transport		
Réseau routier - autres	56	
Hygiène du milieu		
Réseau de distribution de l'eau potable	90	200
Réseaux d'égout	179	378
	<hr/>	<hr/>
	1 675	578
<hr/>		
TOTAL DES REVENUS	122 174	150 170

IMMOBILISATIONS - ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>
	(,000 \$)	(,000 \$)
NOUVEAUX		
Égout et aqueduc	6 680	7 480
Traitement de l'eau - Usines et postes		5 010
Réseau routier, cyclable et piétonnier	21 413	11 837
Développement économique	62 617	96 159
Parcs et espaces communautaires	7 987	26 661
Bâtiments	18 082	15 506
Véhicules et équipements connexes		200
Informatique, mobilier et équipements	15 526	14 331
Honoraires professionnels et autres dépenses	7 734	13 365
	<hr/> 140 039	<hr/> 190 549
RÉFECTION		
Égout et aqueduc	54 101	79 171
Traitement de l'eau - Usines et postes	76 331	61 218
Réseau routier, cyclable et piétonnier	18 053	15 232
Parcs et espaces communautaires	2 095	4 208
Bâtiments	11 880	7 945
Véhicules et équipements connexes	12 580	11 292
Autres	983	1 162
	<hr/> 176 023	<hr/> 180 228
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	<hr/> 316 062	<hr/> 370 777

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

PÉRIMÈTRE COMPTABLE

Le contexte

Conformément aux principes comptables généralement reconnus, la Ville de Laval prépare un budget de fonctionnement ainsi qu'un programme d'investissement consolidés. Ils incluent les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable.

Le périmètre comptable d'un organisme municipal doit englober les organismes qui sont sous son contrôle.

Le contrôle se définit comme le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives d'un autre organisme de sorte que les activités de celui-ci procureront des avantages attendus à l'organisme municipal ou l'exposeront à un risque de perte.

La capacité d'orienter les politiques permet d'établir les règles de base pour la conduite des activités de l'organisme et la réalisation de sa mission et de son mandat.

Le périmètre comptable de Ville de Laval comprend les organismes suivants:

Société de transport de Laval
Centre local de développement (CLD) de Laval
Place des aînés de Laval
Laval Technopole
Agriculture Laval (A.G.R.I.L.)
Fondation du Centre de la Nature de Laval
Gestion du Fonds Soutien Laval Inc.
Centre d'expositions horticoles et commerciales de Laval

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉES À DES FINS FISCALES

	<u>Ville de Laval</u>	<u>Organismes</u> <u>Contrôlés</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u> Reclassé
	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)
REVENUS				
Taxes sur la valeur foncière	502 808		502 808	492 255
Taxes sur une autre base	116 556		116 556	111 213
Paiement tenant lieu de taxes	18 273		18 273	17 318
Services rendus	7 429	36 890	44 319	42 274
Imposition de droits	33 890		33 890	27 892
Amendes et pénalités	17 682		17 682	17 500
Intérêts	7 569	225	7 794	7 063
Autres revenus	5 848	30	5 878	5 371
Transferts	38 845	28 272	67 117	64 861
	748 900	65 417	814 317	785 747
CHARGES				
Administration générale	85 449		85 449	80 618
Sécurité publique	155 160		155 160	150 712
Transport	182 545	70 301	252 846	239 853
Hygiène du milieu	141 920		141 920	143 366
Santé et bien-être	6 639		6 639	6 668
Aménagement, urbanisme et développement	21 181	777	21 958	21 390
Loisirs et culture	82 182	1 377	83 559	83 883
Frais de financement	59 622	2 935	62 557	64 643
	734 698	75 390	810 088	791 133
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	14 202	(9 973)	4 229	(5 386)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Immobilisations	108 977	13 444	122 421	117 016
Financement	(74 950)	(3 493)	(78 443)	(71 521)
Affectations	(48 229)	22	(48 207)	(40 109)
	(14 202)	9 973	(4 229)	5 386
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0	0	0	0

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT CONSOLIDÉES À DES FINS FISCALES

	<u>Ville de Laval</u>	<u>Organismes</u> <u>Contrôlés</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Budget 2012</u>
	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)
REVENUS				
Taxes				25
Contributions des promoteurs	21 446		21 446	31 642
Transferts	99 053	13 514	112 567	133 929
Autres revenus	1 675		1 675	578
Excédent d'investissement de l'exercice	122 174	13 514	135 688	166 174
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
IMMOBILISATIONS				
Administration générale	9 704		9 704	8 606
Sécurité publique	15 755		15 755	11 010
Transport	83 671	18 775	102 446	131 725
Hygiène du milieu	171 573		171 573	192 544
Aménagement, urbanisme et développement	737		737	1 310
Loisirs et culture	34 622		34 622	50 569
	316 062	18 775	334 837	395 764
FINANCEMENT				
Emprunt à long terme à la charge des organismes contrôlés		2 762	2 762	3 248
d'une partie des contribuables	45 458		45 458	67 377
de l'ensemble des contribuables	61 440		61 440	58 466
	106 898	2 762	109 660	129 091
AFFECTATIONS				
Activités de fonctionnement	7 669	2 499	10 168	13 752
Réserves financières et fonds réservés	79 321		79 321	86 747
	86 990	2 499	89 489	100 499
EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0	0	0	0

